

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Distillerie de SAINT ANDRE DE SANGONIS

54 avenue de Montpellier
34725 Saint-André-De-Sangonis

Références : D2025_UD34_H1_023
Code AIOT : 0006601195

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement Distillerie de SAINT ANDRE DE SANGONIS implanté 54, avenue de Montpellier 34725 Saint-André-de-Sangonis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite entre dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la police des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Distillerie de SAINT ANDRE DE SANGONIS
- 54, avenue de Montpellier 34725 Saint-André-de-Sangonis
- Code AIOT : 0006601195

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation était une distillerie viti-vinicole dotée de bassins d'évaporation, dont la chaufferie et les équipements de distillation ne sont plus exploitées depuis 2016.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Procédure cessation d'activité – Notification	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-25-I et II	Demande d'action corrective	3 mois
5	GENERALITES	Arrêté Ministériel du 19/12/2018, article 10	Demande d'action corrective	3 mois
10	COLLECTE ET REJET DES EFFLUENTS	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 5.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 25/09/2018, article 01/01/02	Sans objet
3	Mise en sécurité du site (ATTES SECUR)	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-25-III	Sans objet
4	Mémoire et travaux de réhabilitation (ATTES MEMOIRE et ATTES TRAVAUX)	Code de l'environnement du 14/08/2025, article R.512-46-27-I,II,IV,V,VI et VII	Sans objet
6	COMPORTEMENT AU FEU DES LOCAUX	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14 > II.	Sans objet
7	Accessibilité des secours	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4.9.1	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 2.7 a	Sans objet
9	Moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4.2	Sans objet
11	Alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.13.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une procédure de cessation partielle d'activité doit être enclenchée concernant les rubriques 2250 et 2910, et plusieurs actions concernant les installations en exploitation doivent être réalisées : inventorier les zones représentant des risques, réaliser un plan des collectes des eaux du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/09/2018, article 01/01/02
Thème(s) : Situation administrative, Tableau d'activité
Prescription contrôlée : Le site est autorisé pour les rubriques, les régimes et les volumes suivants : 2750- A - Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles 2250 - E- Alcools,eaux de vie et liqueurs (production par distillation) - 35.0 hl/j 1434-1.b -D - Liquides inflammables (remplissage ou distribution) autres que 1435 - 19.0 m3/h 2171 - D - Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture - 600.0 m3 2170-2 -D- Engrais et supports de culture (fabrication) à partir de matières organiques - 9.9 t/j 2780 - 2.c - D - Installations de traitement aérobie de déchets non dangereux - 19.9 t/j 4755-2.b - D - Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (inflammables) 2910- A.2 - D - Combustion - 3.5 MW
Constats : Le classement des activités du site ont été passés en revue pendant l'inspection. <ul style="list-style-type: none">• Rubrique 2750 - la station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles est toujours active. Elle est située au lieu dit le pécore, de l'autre côté de l'autoroute, et est toujours utilisée par les coopérateurs ou adhérents. Les apports sont pesés pour facturer, le site est grillagé, avec un portail. Le curage des bassins est mélangé avec le composte produit• Rubrique 2250 - les colonnes ne sont plus exploitées depuis 2016. Les colonnes sont présentes. 1 colonne en cuivre, pourrait toujours fonctionner, mais ce n'est plus un outil de production. Des colonnes speishim sont présentes et servent pour les pièces détachées actuellement. La conservation de l'outil sur place sera à étudier.• Rubrique 1434 Liquides inflammables (remplissage ou distribution) autres que 1435 Le site reçoit l'alcool produit sur d'autres sites d'UDM, et conditionne en IBC (container de 1000 l) ou bidon de 20 litres, pour le vin doux naturel souvent, et aussi pour la pharmacie, ou des petites distilleries. La rubrique est donc toujours active.• Rubrique 2910, la chaufferie à gaz qui alimentait en chaleur les colonnes à distiller n'est

<p>plus exploitée depuis 2016.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rubrique 4755, les stockages d'alcool sont toujours présents, alimentés par les autres unités de distillation du groupe UDM. • Les rubriques 2171, 2170, et 2780 sont toujours actives pour la création de composte à partir d'apport des coopérateurs de rafles (restes des vignes) et des dépôts dans les bassins d'évaporation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Procédure cessation d'activité – Notification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-25-I et II
Thème(s) : Situation administrative, Notification cessation activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les activités qui ont cessé depuis 2016 : rubrique 2250 et rubrique 2910, doivent faire l'objet d'une procédure de cessation partielle d'activité. Dans le cas où cette notification n'est pas réalisée sous 3 mois, une mise en demeure sera proposée à madame la préfète.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25, l'exploitant doit transmettre au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires du terrain d'assiette de ou des installations classées concernées par la cessation d'activité, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable. En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mise en sécurité du site (ATTES SECUR)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-46-25-III

Thème(s) : Situation administrative, Mise en sécurité du site
Prescription contrôlée : <p>III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p>
Constats : <p>Dans le cadre de la cessation d'activité, l'exploitant doit remettre à l'inspection l'attestation de mise en œuvre des mesures de mise en sécurité (ATTES SECUR) réalisée par un bureau d'étude certifié. Il a été noté la présence de pneumatiques, de bouteilles de gaz et de fûts en plastiques sur le site qui devront être évacués dans les filières adaptées.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection l'attestation de mise en œuvre des mesures de mise en sécurité réalisée par un bureau d'étude certifié certifiés sites et sols pollués selon les exigences du référentiel défini à l'article 4 de l'arrêté du 9 février 2022 fixant les modalités de certification prévues aux articles L. 556-1 et L. 556-2 du code de l'environnement afin notamment de vérifier : l'évacuation des produits dangereux et, l'évacuation des déchets, dont la vidange et le nettoyage des réseaux et réservoirs, aériens ou enterrés, les ayant accueillis; en particulier les pneumatiques, les bouteilles de gaz et de fûts en plastiques devront être évacués vers les filières adaptées; la mise en place de dispositifs permettant de limiter, voire supprimer, les accès à tout ou partie du site, afin d'éviter les intrusions pouvant donner lieu à des vandalismes, des déversements de produits, des incendies ou des accidents de personne ; la suppression des risques d'incendie et d'explosion, c'est-à-dire la neutralisation des réservoirs et réseaux, aériens ou enterrés, ayant accueilli des produits inflammables et la gestion des zones à atmosphère explosives (ATEX) ainsi que des alimentations en gaz et en électricité ; la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, afin de garantir que les éventuelles pollutions en place ne sont pas susceptibles de causer un impact à l'extérieur du site avant que l'exploitant ne procède aux travaux de réhabilitation. Le cas échéant, l'entreprise certifiée délivrant l'attestation vérifie également que des mesures de gestion ou de restrictions d'usage temporaires ont été mises en œuvre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mémoire et travaux de réhabilitation (ATTES MEMOIRE et ATTES TRAVAUX)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/08/2025, article R.512-46-27-I,II,III,IV,V,VI et VII
Thème(s) : Situation administrative, Mémoire et réhabilitation et attestation de travaux
Prescription contrôlée :

I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-46-26, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.

Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. (...)

III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Constats :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection, un mémoire de réhabilitation du site comportant notamment un diagnostic des sols tel que défini à l'article R. 556-2 du code de l'environnement. L'entreprise certifiée délivrant l'attestation d'adéquation du mémoire de réhabilitation doit s'assurer que ce document a été rédigé conformément aux principes de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués. Ce mémoire rassemble deux études successives, dont les composantes essentielles sont définies dans les normes NFX31-620-2 et NF X31-620-3 : un diagnostic des milieux et un plan de gestion proposant différents scénarios permettant d'atteindre les objectifs de réhabilitation prédéfinis. Cette attestation peut être rédigée par l'entreprise ayant rédigé le mémoire.

Une fois que l'exploitant a mis en œuvre le plan de gestion, l'entreprise certifiée délivrant l'attestation de conformité des travaux de réhabilitation s'assure de : la réalisation d'une analyse des risques résiduels de fin de travaux démontrant la compatibilité de l'état du site avec l'usage futur, qui peut éventuellement avoir été revu en cours de réhabilitation et avec l'accord du préfet en cas de fort imprévu technique à l'origine de surcoûts excessifs ;

- la conformité des opérations réalisées au regard de ce qui était prévu dans le mémoire de réhabilitation ou par le préfet, notamment concernant la mise en place d'une surveillance de l'environnement, d'une restriction d'usage ou d'une conservation de la mémoire.

- A l'issue des éventuels travaux, l'exploitant transmettra l'ATTES Travaux. La communication des deux ATTES pourra être simultanée d'autant plus si les travaux réalisés sont minimes.

Le délai de 6 mois demandé est largement dépassé puisque les installations ne sont plus exploitées depuis 2016.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les ATTES relatives à l'arrêt des rubriques 2250 et 2910.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : GENERALITES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2018, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, /
Prescription contrôlée : L'exploitant recense et signale par un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.
Constats : Il n'y a pas de plan à jour disponible avec les risques présents sur l'installation, ni de liste.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre la liste des parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : COMPORTEMENT AU FEU DES LOCAUX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'ensemble des ateliers de distillation, qu'ils soient fermés ou ouverts, respectent les dispositions suivantes : Communication entre la distillerie et le chai de distillation : les portes situées entre la distillerie et le chai de distillation sont EI 120. Les portes normalement fermées sont équipées d'un dispositif de refermeture automatique marqué CE et compatible avec les fermetures résistant au feu. Les portes maintenues ouvertes en position d'attente et se fermant automatiquement en cas d'incendie (Dispositif actionné de sécurité, DAS) sont conformes aux normes de la série NF S61-937 et équipées d'un ferme-porte. De plus, ces portes sont équipées de seuil ou de caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides enflammés ou non entre la distillerie et le chai de distillation.

<p>Transfert d'alcool : les tuyauteries et les canalisations fixes de transfert d'alcool sont en matériaux incombustibles et parfaitement lutés, munis d'un système de vanne aisément accessible et manœuvrable en toutes circonstances.</p> <p>Lorsqu'elles sont mobiles, les tuyauteries et canalisations de transfert d'alcool font l'objet d'une surveillance permanente de leur état et de leur étanchéité. Les passages dans les murs sont situés au dessus des cuvettes de rétention et sont obturés en dehors des transferts.</p> <p>Les installations sont conçues de telle sorte qu'il ne puisse y avoir de communication permettant l'écoulement d'alcool de la distillerie vers un autre bâtiment.</p> <p>Local de vie du distillateur : le local de vie du distillateur est séparé de la distillerie et des installations de stockage d'alcool par une porte EI 30 et dotée de seuil ou de caniveau évitant tout écoulement d'alcool. Le local possède une issue vers l'extérieur.</p>
<p>Constats :</p> <p>La prescription est sans objet car il n'y plus de distillation sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Accessibilité des secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4.9.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans tous les cas, un accès aisé pour les véhicules d'intervention est prévu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Trois accès pompiers sont présents, l'accès principal est dégagé. Les allées sont larges et hautes et permettent de faire des manœuvres.</p> <p>Les pompiers viennent faire des exercices régulièrement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 2.7 a</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La vérification de l'installation électrique (Q18) par le bureau d'études Apave datée 13/02/2026 a</p>

été présentée. Il présente 11 observations, et une seule est restante par rapport à l'année précédente.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.
Constats : Le certificat daté du 24/08/2025 réalisé par l'entreprise HDPI atteste de la conformité des extincteurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : COLLECTE ET REJET DES EFFLUENTS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les liquides susceptibles d'être pollués sont collectés et traités au moyen d'un décanteur séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique, ou éliminés dans une installation dûment autorisée. Un dispositif de collecte indépendant est prévu en vue de recevoir les autres effluents liquides, tels que les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de remplissage ou de distribution. Afin de prévenir les risques de pollution accidentelle, les bouches d'égout ainsi que les caniveaux non reliés au séparateur seront situés à une distance minimale de 5 mètres de la paroi des appareils de distribution ou de façon qu'un écoulement accidentel d'hydrocarbures ne puisse pas entraîner le produit dans ceux-ci. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.
Constats : L'exploitant n'a pas fourni de plan de collecte des eaux pluviales et des eaux collectées dans les locaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser un plan des réseaux de collecte des effluents sur le site afin de démontrer du respect de la prescription 5.3 de l'arrêté ministériel du 19/12/2008.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 2.13.
Thème(s) : Risques accidentels, Coupure alimentation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. <p>Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p> <p>Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.</p>
<p>Constats :</p> <p>La chaufferie n'est plus en service, la prescription n'est donc plus applicable.</p>
Type de suites proposées : Sans suite